



## SOUS PREFECTURE DE CHALON SUR SAONE

Pôle sécurité, citoyenneté et réglementation  
Service des associations  
28 rue du Général Leclerc  
71321 CHALON SUR SAONE CEDEX

Le numéro W243008675  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W243008675

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Le sous-préfet de Chalon sur Saône

donne récépissé à **Madame l'administratrice**  
d'une déclaration en date du : **06 mars 2022**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

**SIEGE**

dans l'association dont le titre est :

**THALIA, ICI ET MAINTENANT**

dont le nouveau siège social est situé : Mairie le Creusot  
boulevard Henri Paul Schneider  
71200 Creusot

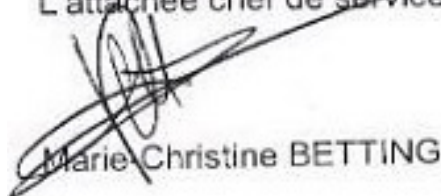
Décision(s) prise(s) le(s) : **29 janvier 2022**

Pièces fournies : Procès-verbaux  
Statuts

Chalon sur Saône, le 08 mars 2022

Le sous-préfet,

Pour le sous-préfet et par délégation,  
L'attachée chef de service



Marie Christine BETTING

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.